

LES JEUNES DANS LA SOCIETE – Intervention d'Olivier Galland au colloque du Conseil d'orientation des retraites – 6 décembre 2011 – Maison de la chimie, Paris

## 1 Etre jeune

Quand on parle des jeunes on est toujours confronté à la question de la définition de cette période de la vie. On se souvient de la formule de Bourdieu disant que la jeunesse n'était qu'un mot, pour signifier que c'était selon lui une construction artificielle et purement idéologique. En fait, il y a bien une réalité sociale de la jeunesse comme âge de la vie, c'est-à-dire comme un passage plutôt que comme un état, un passage entre deux âges, entre l'enfance et l'âge adulte.

Ce passage ne correspond pas bien sûr qu'au simple franchissement de seuils démographiques, il a une signification sociologique, celle d'être une phase préparatoire à l'exercice des rôles adultes : c'est une définition tout à fait classique de la jeunesse, répondant à une définition tout aussi classique de l'âge adulte comme une phase de la vie définie par l'occupation de statuts et de rôles sociaux, familiaux et professionnels essentiellement : avoir un travail, fonder une famille. Il faut dire un mot à ce sujet car certains sociologues contestent cette définition en prétendant que cette représentation classique du cycle de vie n'a plus aucune consistance sociale, à la fois parce que les jeunes n'aspireraient plus à occuper ces rôles adultes et parce que ces rôles adultes eux-mêmes se seraient en quelque sorte dissous. C'est l'argument souvent avancé de la montée d'une précarité généralisée et d'un éclatement du modèle familial.

A mon avis, ces arguments ne tiennent pas ou pas encore. Toutes les enquêtes montrent en effet que les jeunes aspirent bien à occuper ces rôles classiques qui définissent l'âge adulte :

ils veulent un emploi et autant que possible se réaliser dans le travail, ils veulent vivre en couple et avoir des enfants, même si parfois ils repoussent le moment de le faire, on le verra. Par ailleurs, la montée d'une précarité professionnelle généralisée à l'ensemble de la population est un mythe : la France se caractérise au contraire par une polarisation de la précarité sur la jeunesse, ce qui renforce chez elle l'aspiration à accéder au statut protecteur et rêvé du CDI qui est réservé aux adultes. Devenir adulte précisément c'est obtenir ce fameux CDI. Quant à la fragilité familiale elle est une réalité sur le plan de la stabilité des couples, mais ça n'empêche pas les jeunes d'aspirer à la stabilité conjugale et à l'accord des sentiments qui définissent la conception traditionnelle du modèle conjugal. On est même frappé de voir le renforcement chez les jeunes de la valeur de fidélité dans le couple.

Cela ne veut pas dire que rien ne change, bien au contraire. La façon de devenir adulte s'est profondément modifiée même si les motivations sont restées assez stables. Elle s'est modifiée sous l'effet de transformations morphologiques : le puissant mouvement de prolongation de la scolarité, la diversification et la complexification des filières de formation et des métiers, l'accroissement de la mobilité sociale qui a résulté des mutations de l'appareil productif, ont rendu caduque le modèle de socialisation qui prévalait au lendemain de l'après-guerre. Ce modèle de socialisation ancien, qu'on pourrait appeler un modèle de l'identification, reposait sur la reproduction d'un modèle familial transmis, inchangé, d'une génération à l'autre. Ce modèle n'est plus efficace dans une société de mobilité éducative et sociale : la jeunesse change donc de sens, elle

devient une phase d'*expérimentation*, une phase où il faut construire son statut pas à pas, où il faut parfois adapter ses aspirations à des opportunités qui sont plus difficiles à saisir et à définir.

C'est ce qui explique fondamentalement que la jeunesse soit devenue une phase de transition plus longue et plus incertaine.

Ces évolutions concernent toutes les sociétés européennes, mais, en fonction de leurs modèles institutionnels et culturels, elles s'y sont adaptées de manière très différente. On peut grossièrement distinguer trois groupes de pays qui se différencient notamment par la manière de quitter les parents et plus largement de former un nouveau ménage. On pourrait les appeler « méditerranéens », « nordiques » et « continental ».

Le modèle méditerranéen, dont l'Italie constitue l'archétype, se caractérise par un départ très tardif du domicile des parents, un accompagnement presque exclusivement familial de la phase de transition vers l'âge adulte et l'inexistence de formes de vie juvénile intermédiaire, comme la vie solitaire ou la vie en couple non marié, entre la famille d'origine et la famille de procréation : les jeunes méditerranéens passent directement, et tardivement, de l'une à l'autre. Ce modèle peut s'expliquer par un mélange de causes culturelles – la permanence historique d'un modèle de cohabitation tardive avec les parents – et de causes structurelles liées à la faiblesse de l'Etat providence.

Le modèle nordique est à l'opposé du modèle méditerranéen. Cécile Van de Velde montre bien dans un livre consacré aux jeunes européens, qu'au Danemark une culture de l'autonomie précoce est profondément ancrée dans les mentalités collectives, chez les parents comme chez les adolescents. Elle contribue à rendre normale, et presque obligatoire, une indépendance rapide

des enfants. Ils y sont fortement aidés et incités, par un système d'aides et de bourses parmi les plus généreux d'Europe.

Ce droit à l'autonomie est aussi une injonction. Le départ est conçu par les jeunes Danois comme la condition du développement personnel, comme une « période d'expérimentation » qui permettra de se construire en tant qu'individu.

On peut enfin distinguer un modèle intermédiaire, « continental », où l'on peut ranger notamment la France, la Belgique et l'Allemagne. Ce modèle est d'abord intermédiaire par les taux de cohabitation avec les parents et par les modalités et l'organisation du départ. Sur ce plan, le cas français est assez typique. Il se distingue à la fois du cas italien et du cas danois. A l'encontre des Italiens, les jeunes français quittent leurs parents assez rapidement, ils le font aujourd'hui en moyenne vers 20 ans. Ils y ont été aidés par des aides au logement assez généreuses (elles constituent 20% de l'ensemble des prestations reçues par les jeunes français).

Mais, contrairement au cas danois, cette première forme d'indépendance n'est que partielle et réversible. Les jeunes français demeurent, sur tous les plans, affectifs et matériels, très proches de leurs parents durant toute une période de transition qui les mènera, au terme de quelques années, vers le statut adulte. L'intervention familiale française est une forme d'aide à distance qui permet à de nombreux jeunes d'expérimenter une première forme d'autonomie, notamment résidentielle, sans rompre totalement les liens de l'enfance avec la famille. Cela permet de tenter des expériences professionnelles ou amoureuses sans trop de risques, d'une manière différente des jeunes italiens, mais finalement pas si éloignée. Pour paraphraser un

collègue italien qui parle des jeunes de son pays devenant indépendants à *l'intérieur* de la famille, on pourrait parler des jeunes français qui le deviennent à *côté* de la famille.

Au total, ces trois modèles de décohabitation ont aussi des points communs. Tous trois reposent finalement sur la même conception moderne de la jeunesse : l'idée que l'entrée dans la vie adulte est précédée aujourd'hui d'une phase de préparation assez longue durant laquelle les individus rassemblent par étapes les atouts nécessaires au succès de cette entrée. Les jeunes italiens le font en restant chez leurs parents et en accumulant des ressources durant cette cohabitation prolongée ; les jeunes français le font en les quittant plus tôt, mais en restant sous leur aile protectrice ; les jeunes danois s'émanent plus radicalement de l'influence et de l'aide familiales, mais ils participent eux aussi pleinement au modèle de l'expérimentation.

## 2 Les étapes familiales

La diapo suivante présente plus précisément les étapes qui ponctuent ce parcours vers l'âge adulte, dans le cas français. C'est évidemment un résumé synthétique et un peu grossier : tous les jeunes ne franchissent pas toutes ces étapes. On synthétise ce passage par le franchissement de seuils qui s'effectuent sur deux axes, un axe scolaire-professionnel et un axe familial. Par rapport à un modèle antérieur où le franchissement de ces seuils était assez synchrone, la situation actuelle se caractérise plutôt par une désynchronisation des passages ce qui contribue à découper cette phase en une succession d'étapes présentant des combinaisons particulières. On peut grossièrement distinguer trois étapes : l'adolescence, la post-adolescence et une période « jeunes adultes ».

Je ne m'attarde pas sur l'adolescence qui vous intéresse sans doute moins. Disons simplement qu'elle est devenue une phase de la vie en elle-même sur le plan sociologique, alors qu'elle n'était autrefois qu'un moment psychologique. Cela tient au fait que les adolescents ont acquis une nouvelle autonomie par rapport à leurs parents, qui les distingue assez radicalement de l'enfance.

La post-adolescence est une phase nouvelle par rapport aux années 1950. Il s'agit de jeunes qui ont acquis une indépendance partielle mais qui dépendent encore largement de leurs parents. Mais il y a deux cas très différents : des jeunes précaires faiblement diplômés qui n'ont pas les moyens économiques de quitter définitivement leurs parents ; il s'agit surtout de garçons car les filles de même niveau scolaire ont une stratégie alternative consistant à renoncer à exercer un emploi et à adopter un rôle de femme au foyer en formant un couple et en fondant une famille. Malgré l'évolution de la conception des rôles sexués c'est une situation qui n'est pas rare, chez les jeunes filles faiblement diplômées.

Par ailleurs, les étudiants sont également nombreux, et de plus en plus nombreux, à connaître une forme d'indépendance partielle. Les 2/3 ne résident pas chez leurs parents de manière régulière et la moitié travaille durant l'année universitaire. Mais ces signes d'indépendance des étudiants sont contrebalancés par des liens qui sont maintenus fortement avec les parents : 43% des étudiants qui ne vivent plus chez leurs parents retournent y dormir au moins une fois par mois, 39% vont laver leur linge chez leurs parents. Par ailleurs, dans les ressources des étudiants, l'aide des parents tient une place extrêmement importante, j'y reviendrai.

Il y a enfin, une troisième phase, elle aussi tout à fait nouvelle caractérisant ce qu'on peut appeler les « jeunes adultes ». Il s'agit de jeunes qui, eux, ont acquis

les moyens de l'indépendance économique, mais qui repoussent le moment d'accéder aux responsabilités familiales.

Ils ne le font pas en différant le départ du domicile des parents : l'hypothèse « Tanguy » est un mythe, toutes les études le montrent. Lorsqu'ils en ont les moyens économiques et lorsque le marché du logement le permet, les jeunes veulent vivre dans leur propre logement. Par contre, les jeunes ont repoussé, bien au-delà de l'âge de la stabilisation économique, le moment d'avoir un premier enfant. Il survient aujourd'hui environ à 30 ans. Ils le font pour plusieurs raisons. Tout d'abord l'appariement et la stabilisation des couples sont plus complexes dans une société où les modèles de rôles sexués sont plus égalitaires et symétriques. Ensuite, les jeunes veulent profiter quelques années des plaisirs de la jeunesse – il y en a quand même – avant de s'engager dans des responsabilités familiales irréversibles.

## 6 les relations entre générations

Dernière diapo, les relations entre générations.

Le rôle des parents a énormément évolué en réponse à ces transformations sociologiques que je viens de décrire. Les parents étaient des transmetteurs – de valeurs et de modèles professionnels dans le modèle antérieur – ils deviennent aujourd'hui des *accompagnateurs*. La jeunesse, je l'ai dit, est un moment de construction progressive de l'identité et du statut. Cette construction se fait par itérations, par essais-erreurs et les jeunes qui font ces expériences ont besoins d'être moralement et parfois matériellement, soutenus et aidés. En France, peut-être plus qu'ailleurs, les parents jouent ce rôle. Il me semble que cette solidarité générationnelle intra-familiale s'est fortement renforcée, j'en donnerai une illustration avec les aides matérielles des parents à leurs enfants étudiants.

Mais cette solidarité est aussi affective et psychologique. C'est très important dans un pays comme la France où l'école ne parvient pas, c'est le moins qu'on puisse dire, à donner confiance aux jeunes dans leurs capacités et à les aider à construire une bonne estime de soi.

Ce soutien familial s'exerce en France plus qu'ailleurs, sans doute en partie parce que les structures publiques d'orientation et d'insertion qui pourraient et devraient le faire, sont relativement défailtantes. L'orientation, de multiples rapports l'ont montré, fonctionne mal et est vécue par les jeunes comme un couperet plutôt que comme une aide individualisée permettant de trouver progressivement sa voie. Les structures publiques d'aide à l'insertion des jeunes sont insuffisamment dotées en moyens humains et peut-être en compétences.

Du coup, les réseaux sociaux et familiaux prennent une place considérable dans la réussite des parcours : ils permettent d'accéder aux bonnes informations pour accéder aux bonnes filières. Mais ce système informel renforce les inégalités entre ceux qui ont des familles capables de les soutenir et les autres. Il génère aussi un réflexe conservateur : ceux qui pensent pouvoir s'en sortir par leurs propres moyens, sont réticents à accepter des réformes qui rendraient le système plus ouvert et plus transparent.

L'importance du soutien familial à la jeunesse des classes moyennes et supérieures est particulièrement frappante dans le cas des étudiants. La dernière enquête de l'OVE permet d'en avoir une idée assez précise qui fait d'ailleurs tomber pas mal d'idées reçues sur la précarité et la pauvreté étudiantes. Ces affirmations négligent évidemment l'aide familiale, or elle est considérable.



L'OVE a répertorié auprès d'un échantillon représentatif très large d'étudiants (33 000 personnes interrogées) l'ensemble des ressources dont ils disposaient pour un mois donné. Le niveau de revenu moyen d'un étudiant vivant dans son propre logement peut être ainsi estimé à plus de 1100 euros dont la moitié provient de transferts familiaux. Les parents contribuent notamment au paiement du loyer des étudiants pour les trois quarts d'entre eux, et pour un montant total moyen équivalent à la moitié des loyers acquittés.

Ces aides familiales, matérielles et psychologiques, constituent un soutien très important dans la phase de transition vers l'âge adulte. Elles sont aussi facilitées par un rapprochement des valeurs assez spectaculaire entre les générations. Les enquêtes sur les valeurs que nous avons exploitées avec plusieurs collègues le montrent bien : tous les Français âgés de 18 à 60 ans convergent vers un système de valeurs assez homogène autour de l'idée d'individualisation, c'est-à-dire du fait que chacun doit être libre, dans sa vie privée, de choisir sa manière de vivre et doit être autonome dans l'orientation de sa propre vie. Les parents veulent donc aider leurs enfants sans chercher à les contraindre et finalement les relations intergénérationnelles à l'intérieur des familles me semblent assez harmonieuses.

Mais ce soutien familial entretient aussi, voire renforce, les inégalités entre les jeunes, car il est très inégalement distribué. D'une manière générale, les inégalités dans les parcours professionnels se creusent entre deux jeunesses, selon leur niveau d'études, Hugues de Balathier aura peut-être l'occasion d'y revenir. Nous venons d'écrire un petit livre avec trois collègues économistes sur la montée de ces inégalités intragénérationnelles.

Or l'aide familiale ne comble pas ses inégalités initiales, au contraire. L'enquête sur les relations familiales et intergénérationnelles de l'INED le montre bien :

les jeunes ayant au moins le bac reçoivent trois fois plus souvent de l'argent d'un ascendant que les jeunes ayant un diplôme inférieur au bac et pour un montant moyen deux fois plus élevé. Globalement, les jeunes diplômés ressentent trois fois moins souvent de difficultés financières que les non-diplômés.

Ces jeunes peu ou non diplômés, déjà confrontés à des grandes difficultés professionnelles, se sentent également beaucoup moins soutenus psychologiquement. La même enquête de l'INED montre que les jeunes sans diplômes sont à la fois plus souvent déprimés et surtout plus souvent convaincus d'être isolés et sans soutiens. Ce sentiment d'isolement des jeunes non diplômés est largement confirmé par la mesure plus objective que donnent les réponses à certaines autres questions de l'enquête : les jeunes non diplômés sont 43% à déclarer ne pas avoir parlé à quelqu'un de leur moral ou de leur vie privée au cours de l'année écoulée, contre seulement 16% des jeunes titulaires d'un diplôme au moins égal au bac.

L'ensemble de ces constats sur les relations familiales expliquent à mon avis un autre résultat, surprenant, d'une enquête que nous avons réalisée sur la perception des inégalités et qui montre que globalement les jeunes ont une sensibilité plus faible aux inégalités entre classes d'âges que les adultes au milieu du cycle de vie. Le sentiment d'inégalité et d'injustice se forme plutôt au cours de la carrière sous l'effet de mécanismes de frustration relative et de de comparaison sociale lorsque les parcours professionnels se mettent à diverger au grès des aléas de la vie professionnelle. Les jeunes se comparent plutôt aux autres jeunes de même niveau d'étude et n'en tirent pas un sentiment d'injustice lié à l'appartenance générationnelle, c'est donc un premier élément d'explication de l'inexistence d'un sentiment de discrimination générationnelle.

Les mécanismes de solidarité familiale dont j'ai parlé en constituent certainement un autre. Ils ne bénéficient pas pourtant, je l'ai dit, à tous les jeunes. Mais ceux qui en sont exclus, les jeunes défavorisés et non diplômés, restent aussi très à l'écart de toute forme de participation collective, ils sont très peu actifs sur le plan politique, même sous la forme protestataire qui se développe au contraire chez les autres jeunes. Leur exclusion semble aboutir à une forme de résignation et de repli identitaire. Mais elle peut déboucher aussi à l'occasion sur des formes de révoltes collectives comme cela a été le cas en 2005. Les ingrédients qui y ont conduits sont toujours présents.